

LA NATION

journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 3 fr. 50. Abonnement annuel: 80 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 35 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

L'impossible parti du centre

Ces deux derniers Entretiens du mercredi, nous avons reçu des représentants de partis dits «du centre». Leur approche est *a priori* séduisante. Soucieux d'équilibre, de mesure et d'unité, désireux de tenir compte des intérêts et des sentiments de l'homme ordinaire, ils refusent l'idéologie, ses excès émotionnels et les oppositions inutiles qu'elle suscite à l'intérieur du pays.

Il y a quelque chose de fondamentalement juste dans cette volonté de rassembler les éléments de la réalité politique dispersés au gré des idéologies partisans. Mais un parti du centre peut-il éviter que sa doctrine ne soit un *patchwork*, avec un peu de conservatisme, un peu de progressisme, une pointe de profit, une touche de social, du fédéralisme mais pas trop, pas trop d'étatisme mais quand même assez, de la liberté mais cadrée par les lois, etc.? Ce grappillage doctrinal peut plaire au citoyen de sens rassis ou de cervelle flottante. Mais ne s'inspirant pas d'une idée forte, ne défendant pas un intérêt économique évident ni une classe sociale importante, n'éveillant pas de pas-

sions spectaculaires, il ne va pas rallier les foules.

On a certes vu des partis du centre puissants. Ce fut le cas du parti radical, notamment dans le Canton de Vaud. Mais il avait investi le gouvernement depuis longtemps quand il s'est manifesté comme centriste. Au moment de la conquête du pouvoir, il était résolument à gauche, étatiste et centralisateur. Il ne modéra ces tendances que quand il fut solidement installé. Il pouvait se dire au centre parce qu'il était partout, et ramenait tout à lui. S'il avait été mû dès 1848 par une volonté centriste, il aurait connu un tout autre destin ou, plus probablement, pas de destin du tout.

L'idée que la vérité politique se trouve au centre renvoie tout naturellement à la notion aristotélicienne de «voie moyenne». On connaît les exemples: pour accomplir sa nature, l'homme ne doit être ni couard ni téméraire, mais courageux; ni avare ni prodigue, mais généreux; ni ratiocineur ni irrationnel, mais raisonnable.

Il faut bien voir que la voie moyenne n'est pas seulement un centre entre

les deux voies extrêmes. Elle leur est aussi supérieure, comme le sommet d'un triangle isocèle est à la fois au milieu et au dessus des deux autres angles. La voie moyenne n'est pas un simple mélange de deux excès opposés: la tempérance n'est pas faite d'un peu de goinfrerie et d'un peu d'anorexie. La voie moyenne n'est pas de même nature que les deux termes extrêmes, qui sont des produits de décomposition. Elle est une synthèse.

Il en va de même en politique: l'individualisme et le collectivisme sont les produits d'une décomposition communautaire. Il ne suffit pas de prendre un peu des deux en fonction de son inspiration personnelle pour retrouver l'équilibre et l'unité auxquels rêvent les centristes.

Pour rendre possible la synthèse, il faut satisfaire à deux conditions. La première est de reconnaître pleinement la communauté nationale comme le fait politique fondamental et, par conséquent, considérer la protection de son indépendance, de son territoire, de ses mœurs, de ses institutions et de ses autres caractéristiques comme le cadre et la fin de la réflexion et de l'action politiques. C'est incontestablement le souci qui anime l'Union Démocratique du Centre, même si ce parti boîte constamment entre le fédéralisme traditionnel et le centralisme de l'efficacité partisane à court terme.

La seconde condition est que le sentiment d'appartenance à la nation soit plus fort que les oppositions partisans. Et c'est là que se trouve le problème insurmontable. Le drame universel des partis nationalistes, c'est que les nécessités du combat électoral les poussent à faire de la nation, non une communauté historique qui inclut l'ensemble de la population, mais une idéologie exclusive qui rejette comme mauvais citoyens voire comme traîtres à la patrie plus des deux tiers de ladite nation. Dans cette perspective, l'unité du pays n'est imaginable que si tous les citoyens adhèrent au parti nationaliste, ce qui est d'autant plus impossible que la radicalisation d'une idéologie appelle la radicalisation des autres. Cela fait que, dans la durée, l'action d'un parti nationaliste finit nécessairement par contribuer à la dégradation politique qu'il veut et croit sincèrement combattre. La notion de «parti nationaliste» est un oxymore, comme d'ailleurs celle d'«union démocratique».

La recherche de l'unité impose qu'on n'entre pas dans le jeu, de soi diviseur, du combat électoral. Ce fut d'emblée la position de nos fondateurs. Plus de huitante ans après, elle reste inchangée.

La Ligue vaudoise serait-elle, au fond, le seul vrai centre politique du Pays?

OLIVIER DELACRÉTAZ

Qui a écrit cela?

Les Vaudois, depuis la domination bernoise, on une confiance toute limitée dans la probité, l'utilité et la légitimité des notables et des actes officiels que ceux-ci produisent. Encore aujourd'hui, il y a un Bourla-Papey qui sommeille en chaque citoyen. La même méfiance se manifeste à l'égard du Gouvernement et la popularité de ses membres dépasse rarement la durée de leur mandat. Quant à l'administration, elle ne semble sortir de sa torpeur que pour ennuyer les braves ou pour encaisser taxes ou impôts aux montants scandaleux.

Mais la révolution n'est pas dans la nature des Vaudois, et ils restent à rêver à d'exemplaires punitions pour ces scribouillards qui leur empoisonnent la vie. Dans les lignes qui suivent, il est question du fantôme d'un notaire venant troubler le repos de la maisonnée:

La lumière brille et, dans un coin où se trouvaient de vieux manches à balai, une fourche et un vieux pelairu du temps des Bernois, que voyons-nous, en guise de notaire?... un bon gros rat noir qui grignotait une couenne de lard, entortillées dans un Nouvelliste.

Quand on a vu ce gratte-papier, on a failli épécler de rire; mais Moïse, d'un coup de bâton bien appliqué sur les reins, lui a réglé son compte.

Puis le prenant par sa longue queue et le tenant suspendu en l'air, il lui a dit comme ça, en rigolant:

«Eh bien! mon ami! Si tu as jamais été notaire, tu peux noter à présent ce qu'il en coûte de gratter le tarif de travers ou trop profond... Si tu es un revenant, je parie que tu ne reviendras plus.»

[...]

Pauvre rat! quand j'y pense, il attrapé sur le dos ce que devraient recevoir pour leur avertissement et leur punition, tant de mauvais gratte-papiers qui, dans la politique ou dans les affaires, sont plus habiles à croquer le lard des autres qu'à faire du bon ouvrage, à embrouiller les questions qu'à rédiger d'honnêtes écritures. – En voyant dans ce monde tant de ces batailleurs de misère, écrivains de rencontre, orateurs de chicane, gens à venin, il est vraiment dommage que le coup de trique du père Moïse n'ait pas pu tous les ramasser et les mettre une bonne fois les quatre fers en l'air, étendus sur le carreau. Le pays s'en trouverait mieux, car m'est avis que ce qu'il lui faut, c'est un peu moins de gratte-papiers et un peu plus de braves gens, moins de coups de plumes et plus de coups de fossoirs, moins de feuilles à gribouiller et plus de conduite à suivre, moins de papier timbré et plus de conscience, moins de tripotage et plus de loyauté!...

Ces lignes sont extraites du *Notaire de Sallins*, légende publiée avec nombre d'autres récits par Alfred Cérésolle en 1895 sous le titre de *Légendes des Alpes vaudoises* et rééditées en deux tomes par Slatkine en 1999-2000. M. Jean-Paul Mérinat de Pully, qui nous a soumis ce texte, gagne un abonnement gratuit d'une année à *La Nation*. Si, comme lui, vous désirez concourir pour gagner un tel abonnement, envoyez vos citations avec leurs références, vos coordonnées et la mention «Qui a écrit cela?» à courrier@ligue-vaudoise.ch, ou sous pli à: *La Nation*, C.P. 6724, 1002 Lausanne.

Une part de la vérité?

Le 23 novembre dernier, *Bonne nouvelle*, le mensuel officiel de l'Eglise évangélique réformée vaudoise, publiait un éditorial de M. Cédric Némitz, producteur des magazines religieux de la TSR. Cette brève analyse, titrée «Une part de la vérité», affirmait la nécessité, pour les croyants, d'«accepter de se faire [...] porteur[s] "d'une part" de vérité, et non de la vérité tout entière». De prime abord, tout lecteur se trouvera d'accord avec cette analyse. En effet, qui pourrait ne pas être d'accord? Quel croyant pourrait affirmer être porteur de toute la vérité?

Il convient cependant de distinguer. Chrétien et réformé lui-même, l'auteur du présent article ne peut ignorer que l'homme est limité, incapable de comprendre et d'assumer l'entier du message révélé par le Dieu trinitaire, et qu'il est souvent porté à mésuser de sa raison. Il importe cependant de souligner qu'en bonne doctrine chrétienne le mal est dans l'homme pécheur, victime et acteur de la Chute, et non pas dans la révélation ou dans le Créateur. Partant, les Eglises réformées – dont l'article de M. Némitz vante l'approche «intelligente et tolérante» – doivent, comme toutes les Eglises chrétiennes, affirmer et réaffirmer la vérité de la foi chrétienne. Dit plus carrément, les Eglises chrétiennes doivent encore et toujours distinguer entre notre incapacité à

assumer même ce qui nous est révélé par Dieu, et les limites que d'aucuns prêtent à la révélation chrétienne. Cette attitude ne saurait faire de nos pasteurs ou de nos curés des «extrémistes» ou des «conservateurs intransigeants» – pour reprendre les termes de M. Némitz. Cette attitude n'oblige pas non plus quiconque à être chrétien «contre son gré», puisque nul ne saurait prétendre imposer la grâce de la foi. Enfin, cette attitude n'empêche nul chrétien de voir *une part* de vérité dans certaines affirmations des autres religions. Elle oblige simplement à choisir entre n'être d'aucune religion ou d'une seule. En un mot, cette attitude, sans être aucunement géniale ou originale, est la seule attitude logique pour qui se dit chrétien et non syncrétiste.

Pour en revenir à l'article de M. Némitz, il ne nie pas la véracité de la foi chrétienne, mais dresse bien plutôt un état des lieux de l'image des religions sous nos latitudes en général – et en France en particulier. Il faut donc se garder de faire un mauvais procès à une personne qui, par une brève analyse, a donné prétexte à ces quelques lignes. Il est cependant permis de préciser que, de nos jours, l'extrémisme n'est pas, à proprement parler, l'apanage des pasteurs vaudois.

P.-F. VUILLIEMIN

Camps

Chaque été, la Ligue vaudoise organise un camp, naguère à Valeyres-sous-Rances, aujourd'hui à Vers-l'Eglise (mais le nom de Valeyres est resté). Il s'agit de rassembler quelques jeunes gens pour les familiariser avec les idées du Mouvement de la Renaissance vaudoise et nouer des liens d'amitié politique.

L'auteur de ces lignes a participé à vingt-huit «Valeyres». Cette année, il y a évoqué des camps d'une tout autre nature, comparant les expériences de Dostoïevski dans un bagne sibérien, de Margarete Buber Neumann au Goulag et à Ravensbrück, de Primo Levi à Auschwitz et de Jean Moussé à Buchenwald.

Même si les horreurs du XX^e siècle vous sont connues, de telles lectures vous travaillent. L'idée de mettre en perspective le bonheur confortable du camp de Valeyres à la lumière des expériences vécues par les détenus se fait pressante.

«Vous qui vivez en toute quiétude
Bien au chaud dans vos maisons
Vous qui trouvez le soir en rentrant
La table mise et des visages amis
Considérez si c'est un homme
Que celui qui peine dans la boue
Qui ne connaît pas de repos,
Qui se bat pour un quignon de pain,
Qui meurt pour un oui ou pour un non
(...)»

A Vers-l'Eglise, en juillet 2011, nous sommes «au chaud», nous trouvons «table mise» et des «visages amis», comme les lecteurs auxquels s'adresse Primo Levi dans le poème en exergue à son témoignage *Si c'est un homme*.

M. Regamey avait fait sienne la devise selon laquelle il faut traiter les êtres humains comme des fins, non comme des moyens. Le camp de Valeyres met en valeur la nature humaine sous tous ses aspects. L'homme est un animal politique doué de parole et de raison, religieux, ayant grand besoin de beauté.

L'animalité est inscrite dans notre corps. Valeyres ne l'oublie pas, même si le camp a la réputation de rassembler des «intellos». Il commence et finit par une marche; diverses promenades le ponctuent. Le matin, les participants travaillent de leurs mains. La besogne est d'autant plus appréciée qu'elle est utile. Nous nous plaisons à contempler le résultat de nos efforts. Cette année, nous avons procédé à la réfection d'escaliers de bois sous l'expertise direction d'un employé de la commune d'Ormont-Dessus. Il fallait creuser le sol pour y fixer de robustes paliers grâce à des tiges de métal. M. Veillard nous a appris le «coup sourd». Il s'agit de maintenir la

masse sur la marche à peine une demi-seconde lors du dernier coup, et nous voyons la tige métallique s'enfoncer de quelques millimètres sous la surface du bois... C'est un spectacle!

Le corps, ce n'est pas seulement la peine, mais aussi le plaisir. Du point de vue gastronomique, toutes les personnes qui se sont succédé à la tête des cuisines du camp depuis 1945 nous ont bichonnés.

La controverse intellectuelle est primordiale à Vers-l'Eglise. Les exposés, consacrés aux thèmes les plus divers, donnent lieu à des débats qui se poursuivent sur les chemins et les lieux de travail. Ils permettent d'enranger les idées justes sur la politique et de consolider des principes de vie.

Nous faisons aussi la part du beau. Nous avons hérité de la passion de M. Regamey pour la musique, que nous cultivons. Tous les arts ont leur place, y compris la bande dessinée et la caricature, voire le cinéma, grâce aux progrès des moyens de diffusion.

En tant qu'animal social, l'homme isolé de ses semblables n'est plus personne. C'est le mérite du camp de Valeyres de créer une communauté qui unit politiquement (et parfois affectivement) les participants au-delà des quinze jours passés ensemble.

Enfin, la pratique quotidienne de l'office divin nous relie à Celui qui nous donne d'exister; elle relègue du même coup les questions politiques à leur juste place.

Lors de la marche d'approche du camp 2011, la pluie a arrosé les marcheurs, arrivés dégoulinants à Vers-l'Eglise. Même les billets dans les portemonnaie étaient trempés.

En entendant le récit héroïque de cette mésaventure, nous avons pensé à Primo Levi.

Dans un camp de concentration, un «Lager», vous avez froid, vous avez faim, vous êtes épuisé, vous recevez des coups, une pluie glaciale vous transperce, mais vous ne pouvez pas vous sécher, ni vous nourrir pour vous réchauffer; il n'y a pas d'habits secs, ni de feu, aucun journal pour rembourrer votre veste et vos chaussures; il n'y a personne auprès de qui demander de l'aide ou des explications. *Hier gibt es kein warum (ici il n'y a pas de pourquoi)*, répond un kapo à Primo Levi en l'empêchant de sucer un glaçon alors qu'il vient de passer des jours et des nuits dans un wagon à bestiaux sans manger ni boire.

Le camp de concentration nazi poursuit des fins exactement opposées à celle du camp de la Ligue vaudoise.

Bien sûr, il s'agit d'abord d'exterminer les ennemis du Reich et les populations considérées comme inférieures. Encore faut-il auparavant les avoir dépouillés de leur nature humaine. Les nazis veulent démontrer que celle-ci n'existe pas; le monde ne compte que des surhommes aryens et d'inqualifiables sous-hommes, séparés par un mur infranchissable. La vie au Lager est organisée de manière à prouver que les détenus ne sont pas humains, mais au mieux des bêtes dégénérées, au pire des *Stück*, des pièces, des objets qu'on peut encore utiliser avant de les réduire en poussière.

Pour comprendre un petit peu les camps nazis, il faut avoir lu beaucoup de témoignages, car chaque survivant a réagi aux horreurs selon sa personnalité propre. Celui de Levi est très pessimiste. Ce dernier pense que les nazis ont réussi à transformer des hommes en choses.

Les SS humilient d'abord le corps, au sens propre: ils le jettent à terre et le piétinent. A l'entrée au camp, il est dénudé, frappé, palpé lors des sélections. Toute pudeur est niée, on rase les crânes, la peau est tatouée d'un numéro. La pénurie de nourriture décharne les corps. On distribue des habits grotesques et des sabots qui blessent les pieds à cause de pointures inadaptées («la mort commence par les pieds»).

Le travail, qui pourrait rendre sa noblesse au corps, est dénaturé car inutile. Il n'améliore le sort de personne, au contraire, il contribue à la liquidation lente des captifs que la devise «Arbeit macht frei» ridiculise. De Monowitz, camp annexe d'Auschwitz, il ne sortira pas un gramme du caoutchouc synthétique que les esclaves étaient censés produire. Aucun prisonnier n'a intérêt à travailler vraiment s'il entend ménager ses forces.

Au Lager, le langage est réduit à ses fonctions les plus basses: des ordres hurlés, des chapelets d'injures et des coups. Levi compare le camp à la Tour de Babel. On y parle toutes les langues européennes. Les nationalités y sont la plupart du temps séparées de façon à éviter les foyers de révolte.

Même la beauté y est tournée en dérision. La sortie des commandos de travail se fait sur des rythmes d'opérette; l'orchestre du camp joue des airs classiques durant les pendants. Levi se cache pour reconstituer de mémoire des vers de Dante à l'intention d'un compagnon d'infortune.

«La Tragédie d'un optimiste»: c'est le sous-titre donné par Myriam Anissimov à sa biographie de Primo Levi. Quand Levi est déporté, jeune homme fraîchement diplômé en chimie, dépourvu de toute expérience de la vie, il croit au progrès. Les onze mois passés au

Lager détruisent à jamais l'image positive qu'il s'est faite de la civilisation. Au chapitre XVI de *Si c'est un homme*, les nazis ont gagné, ayant anéanti l'humanité des détenus rassemblés pour ce qui sera l'ultime pendaison: *Les Russes peuvent bien venir, ils ne trouveront plus que des hommes domptés, éteints (...) Détruire un homme est difficile, presque autant que de le créer: cela n'a été ni aisé ni rapide, mais vous y êtes arrivés, Allemands*. Levi ressent une honte telle qu'elle ne le quittera plus jusqu'à son suicide en 1987.

Et pourtant, si on lit attentivement son livre, les témoignages rapportés à son propos et d'autres ouvrages sur la vie dans les camps, on s'aperçoit que les nazis n'ont pas complètement triomphé. Des détenus, Levi y compris, ont survécu grâce à une croyance clandestine, aux liens d'amitié, au refus de certains d'abandonner tous les signes de la civilisation (le détenu Steinlauf encourage Levi à se laver le matin...) et aux solidarités nationales (les Juifs de Salonique restent unis en toutes circonstances).

Même si les SS ont créé de toutes pièces les conditions de sa réussite, l'expérience tentée n'a pas permis de prouver que l'homme n'est qu'un loup pour l'homme. Etablir une pénurie artificielle, confier la gestion des camps à des prisonniers de droit commun, privilégier les détenus d'origine germanique eux-mêmes menacés s'ils ne se montrent pas assez cruels, tous ces procédés n'ont pas suffi. La nature humaine a résisté aux traitements destinés à prouver son inconsistance.

Aujourd'hui encore, il importe de former des personnes qui s'opposeront aux nouvelles tentatives, masquées sous «le droit au bonheur pour tous», d'anéantir l'essence de l'homme.

JACQUES PERRIN

Le choix stupéfiant du Général Guisan par les Romands

Le Général Guisan vient d'être élu «Romand du siècle» par les téléspectateurs de la TSR, devant Nicolas Hayek (qui n'est pas vraiment romand) et une brochette d'autres «célébrités» plus *people* comme Claude Nicollier, Didier Cuche ou Bertrand Piccard (qui ne sont pas vraiment du XX^e siècle).

C'est un choix incroyable, stupéfiant, sur lequel personne n'aurait osé miser! Ainsi, malgré l'entreprise systématique de dénigrement, de salissure de notre passé et d'insinuations malsaines, vécue ces dernières années, il existe une sorte de garde-fou dans la mémoire d'un peuple. C'est lui qui nous rappelle fort à propos que des êtres comme Guillaume-Henri Dufour ou Henri Guisan sont des figures tutélaires, qui appartiennent, qu'on le veuille ou non, à cet inconscient collectif. Leur vie et leur exemple – avec leurs ombres et leurs lumières – doivent rester présents au sein de la communauté et, comme tels, sont à transmettre aux générations successives, sous peine de désertification spirituelle. Vouloir l'ignorer est une action perverse. Elle casse les liens qui unissent la chaîne des générations, basée sur la confiance et l'estime de ceux qui nous ont précédés. C'est par là que s'est introduit ce virus actuel de l'auto-dénigrement, de l'auto-flagellation et du mépris de soi-même...

Car lorsque des circonstances exceptionnelles placent le pays en situation de danger extrême, la mission dont l'homme aux commandes se trouve chargé – en l'occurrence le Général Guisan – prend elle aussi des dimensions exceptionnelles. Cela, le peuple de 1940 l'avait compris et le peuple de 2011 ne l'a pas oublié. Il est trop facile – il est odieux et lâche – après coup, de les minimiser, voire de les nier. Bien au contraire, il convient de saluer l'extraordinaire courage et la ferme volonté de celui qui a su incarner un esprit de résistance absolue.

Cette attitude du Général a marqué son époque. Le peuple ne s'y est pas trompé. Il lui a gardé un attachement qui donne à penser: son portrait n'a-t-il pas été placé jusque dans les plus modestes salles à boire de nos villages, et la plupart des bibliothèques de famille n'ont-elles pas abrité une publication qui lui soit consacrée?

Continuer à croire que, avec l'aide de la Providence, le Général Guisan a joué un rôle déterminant dans la préservation de notre indépendance, en rappelant les vertus de l'esprit de résistance, n'est donc pas une aberration. Par leur choix, les Romands ont donné une double preuve, de courage face aux idées du moment, de respect envers ceux qui nous ont précédés.

JEAN-JACQUES RAPIN

Insondables

Jeudi 24 novembre dernier, le site internet de *24 heures* affichait un sondage en ligne avec cette question: «Etes-vous satisfait de votre connexion à internet?» Les internautes avaient trois réponses à choix: «Oui», «Non» ou «Je ne suis pas connecté».

L'affichage des résultats montrait que les contents et les mécontents étaient à peu près en nombre égal, mais que 3% des 695 participants, soit environ une vingtaine de personnes, avaient répondu qu'elles n'étaient pas connectées.

Après l'internet sans fil, l'internet sans connexion?

PGB

Un fédéraliste vaudois à Berne: Charles F. Pochon

Charles Pochon nous a quittés le 3 décembre au bel âge de 91 ans. Figure attachante de la Berne fédérale, fédéraliste dans l'âme et esprit non conformiste, ce social-démocrate vaudois de la vieille école conciliait sans difficulté son état de syndicaliste et de militant du PS avec celui de lecteur assidu – et parfois admiratif – de *La Nation*; une lecture qui remontait au milieu des années 30.

Né à Gland en 1920, originaire de Chavannes-le-Chêne et Denezey, Charles François est le fils d'un fonctionnaire d'exploitation des CFF, Edmond, et d'une institutrice, Blanche, née Rossier. Il accomplit sa scolarité à Gland et à Bussigny, passe au Collège scientifique de Lausanne, puis à l'École supérieure de commerce et enfin à l'École des Hautes études commerciales de l'Université de Lausanne.

Au Collège de la Mercerie, il avait été l'élève de Robert Moulin. «C'était un maître qui nous en imposait par sa personnalité», nous avait-il dit en nous confiant quelques anecdotes et un cahier d'histoire suisse avec des textes dictés par le maître à ses élèves. Le fondateur de la revue *Vie*, billettiste de la presse lausannoise à ses heures, savait communiquer sa passion pour la langue et la civilisation françaises. A dix-huit ans, le jeune Pochon est engagé par la *Feuille d'Avis de Lausanne* comme chroniqueur local. Il rejoint un groupe de potaches du quartier de Riant-Mont, où habite la famille Moulin, pour animer avec eux la revue littéraire *Romandie*. Cette revue trimestrielle, lancée à Lausanne en juin 1938, accueille bientôt les essais de jeunes de toute la Suisse romande. Le groupe initial comprend André Chamot, futur collaborateur de la presse Ringier et génie du journalisme à tout faire, Roger Ramelet, qui présidera les Groupements patronaux vaudois, Pierre Thévenaz, futur ambassadeur, Jean-Pierre Baud, qui sera avocat et président de la Société aca-

démique vaudoise, Jean-Pierre Moulin, fils de Robert, bientôt journaliste-écrivain à Paris, ainsi que Madeleine Raccoursier, qui épousera le directeur du Gymnase de la Cité, Georges Rapp. Charles Pochon anime la commission de propagande. L'équipe initiale s'élargit avec l'arrivée de Charles F. Landry, Roger Nordmann et Myrian Weber. Dans une «Résolution» en forme de manifeste, les plumes juvéniles de *Romandie* déclarent vouloir «une Terre affranchie des querelles des partis» et réaliser «l'union des jeunes pour le Pays, pour le Beau». L'influence de Ramuz et de Giono, mais aussi de la Ligue vaudoise, est nettement perceptible. Malgré la faiblesse de ses moyens, l'équipe prend l'engagement de «respecter notre Terre» et de «mettre tout en œuvre pour que les Arts la fassent resplendir de leur auréole de Paix et de Beauté». La guerre éclate neuf mois plus tard. Quatre «Cahiers de guerre» polycopiés paraissent encore sous la direction de Pochon, Ramelet et Thévenaz, avec en sous-titre la mention «organe de libération jeune, littéraire, positif» et la volonté affichée de «construire dans n'importe quelles conditions». Les conditions sont exécrables et *Romandie* disparaît début 1940.

En juillet 1941, Charles Pochon participe au creusement d'un tronçon du canal du Rhône au Rhin, sur une marnière proche de son domicile. Il y rencontre le syndicaliste genevois Lucien Tronchet, venu donner un coup de pelle. Sa participation à cette grande aventure vaut à Pochon un superbe certificat de «pionnier du canal» portant les signatures du pasteur Charles Nicole-Debarge, chef de camp, et de Charles Apothéloz, membre du comité du Mouvement de la jeunesse vaudoise pour le creusement du canal et rédacteur en chef du *Grutli*, organe racheté par la Ligue vaudoise. Le 17 juillet 1942, rebote: avec de nombreux Vaudois, il embarque à Ouchy sur «La

Vaudère» pour aller travailler un jour sur le chantier de la Route des jeunes, à La Praille, près de Genève. Contrairement au canal, qui reste à creuser, cette route verra le jour! «Dans une Suisse repliée sur elle-même et peureuse, des jeunes étaient attirés par une volonté d'ouvrir des grands chantiers, d'avoir confiance en l'avenir, de bousculer l'inertie de ceux qui doutaient», écrira-t-il dans *Le Cheminot* (9.8.1984).

En 1942-43, l'ex-pionnier du canal devient vice-président de la commission sociale et rédacteur de la revue de l'Association générale des étudiants de Lausanne, que préside Gilbert Baechtold. Il est le collaborateur d'Armée et Foyer pour l'Université de Lausanne et un membre actif du comité vaudois de la Ligue du Gothard avec Marcel Regamey, qui se faisait alors remplacer par une institutrice de Chailly, M^{lle} Chamot.

Sa licence ès sciences commerciales et économiques en poche (1943), il tâte un peu de la banque; en 1944, il s'établit à Berne, où il fait une belle carrière dans l'administration centrale: contrôleur fédéral des finances (1944-1969), sous-directeur de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (1969-1976), conseiller pour les questions de consommation du Département de l'économie publique et chef du Bureau fédéral de la consommation (1977-1981).

Parallèlement à ses activités professionnelles, Charles Pochon continue de cultiver sa passion pour les journaux et l'information. Ses collections de journaux anciens alimentent plusieurs expositions, dont quatre au Salon du livre et de la presse à Genève. Dans les années 60, il rédige bénévolement la page économique du quotidien *Le Peuple – La Sentinelle*; il collabore aussi à la *Berner Tagwacht* et à la *Beamten Zeitung*. En 1963, on le retrouve cofondateur de *Domaine Public*, où il tient la chronique

des médias et anime un mystérieux groupe signant «Rudolf Berner», du nom d'un célèbre anarchiste suédois; il s'agit en fait de membres du Groupe de Berne de DP que leur fonction empêche de signer et qui se réunissent au café «Rudolf», à Berne; ce pseudonyme, utilisé encore à plusieurs reprises cette année, conduira à la découverte d'un Rudolf Berner vivant à La Chaux-de-Fonds!

Figure marquante de la ville fédérale, Charles Pochon préside pendant de longues années l'Association romande de Berne, editrice du *Courrier de Berne*, mensuel auquel il collabore activement. Les Bernois, expliquait-il volontiers, considèrent les Romands de leur ville comme des «bâtards»; par quoi il faut entendre qu'ils ne sont pas, pour les autochtones, des Vaudois, des Genevois ou des Neuchâtelois, mais bien une population de «Romands», les seuls vrais de Suisse puisque les autres se différencient par l'origine cantonale; une origine cantonale dont Charles Pochon était fier, comme il l'avait montré lors de sa présidence de La Vaudoise, association réunissant les Vaudois de Berne. Le 24 janvier, au cœur même de la capitale de LL. EE., n'avait-t-il pas célébré l'indépendance du Pays de Vaud avec un conseiller d'Etat venu tout exprès de Lausanne?

Ancien Valdésien, celui qui se considérait comme «intégré» mais pas «assimilé» suivait de près les activités de sa société d'étudiants lausannoise tout en fréquentant assidûment le «stamm» de Zähringia, société sœur de la Fédération du Falkenstein.

Nous conserverons le souvenir de ce Vaudois de la diaspora, frère de couleurs chaleureux et facétieux, au regard pétillant d'humour, passionné de journaux et documentaliste hors pair.

JEAN-PHILIPPE CHENAUX

Revue de presse

Hygiénisme déplacé

Président de GastroVaud, Frédéric Haenni fustige l'accroissement des entraves tracassières mises à l'exercice des professions qu'il représente (24 heures du 16 décembre):

[...] *Aujourd'hui, quarante ans après qu'il fut «interdit d'interdire», les partisans de l'irresponsabilité et de la multiplication des interdits sont, hélas, toujours plus fournis.*

Cibles privilégiées de leurs assauts: les denrées alimentaires et, par voie de conséquence, les milieux de la restauration – cafés, pintes villageoises et restaurants vaudois. De l'interdiction de vendre de l'eau minérale en bouteille à celle de distribuer des boissons sucrées, en passant par le bannissement de l'alcool après 22h, l'interdiction de la fumée sur les terrasses et des chaufferettes dans les comptoirs, tout est bon pour créer des restrictions. Sans parler des tentatives d'interdire viande ou poisson un jour par semaine ou la consommation de fruits exotiques, lancées par quelques députés apprentis sorciers... A quand la suppression des oranges de Noël?

[...] *L'Etat n'a ni les moyens ni la mission de tout régenter... Evitons le danger d'un Etat tentaculaire visant à banaliser, à canaliser et à déresponsabiliser les individus avec, peut-être, l'espoir inavoué de pouvoir mieux les diriger!*

La préoccupation exprimée par M. Haenni doit évidemment être étendue bien au-delà du domaine de l'alimentation.

Curieux pays, où l'on hygiénise, moralise, verbalise des personnes honnêtes, cependant qu'on banalise les comportements déviant, et qu'on laisse libres de leurs mouvements des délinquants identifiés.

Ph. R.

On voit qui commande ici

Dans son «Carton rouge aux socialistes lausannois» (*L'Hebdo* du 16 décembre), Mme Chantal Tauxe revient sur le refus du Conseil communal de laisser en mains du conseiller national radical et municipal Olivier Français les 25 000 Frs. par an que la Confédération alloue aux parlementaires pour s'offrir l'aide d'un assistant:

[...] *La gauche, majoritaire au Conseil communal, n'aime pas les doubles mandats, elle a donc mesquinement refusé la semaine dernière à Olivier Français les moyens de s'organiser au mieux pour se dévouer à la représentation des intérêts de la Ville, notamment dans le dossier des transports dont il est expert. C'est honteux. D'autant que les socialistes intransigeants viennent de faire une dérogation à leurs propres dispositions internes pour permettre à leur municipal Oscar Tosato de se faire élire au Grand Conseil. Dont il n'aura en revanche pas à rétrocéder la moindre indemnité.*

On connaît le mot, resté célèbre, d'un conseiller national radical aux temps déjà lointains où le vieux parti régnait: «On voit qui commande ici». Mme Tauxe a

tort de s'offusquer de cette nouvelle démonstration, socialiste cette fois, du jeu politique: une règle pour nous les plus forts, et une pour les autres. C'est la loi du nombre, fondement de la démocratie partisane.

E. J.

Promesses faciles

Le Temps du 16 décembre publie sous le titre «La confiance se gagne par des actions» une interview à chaud de Alain Berset. A la question de ce que sera la «marque Berset» au Conseil fédéral, celui-ci répond:

[...] *J'ai été clair devant les groupes parlementaires. Je n'ai pas fait de promesses sur ce que je comptais réaliser. J'ai développé une vision, indiqué ce qui, à mon sens, constitue un défi et fait part de ma volonté de contribuer à maîtriser telle ou telle situation et de faire avancer le pays. [...]*

Au Conseil fédéral, il faut porter des projets, présenter des solutions susceptibles d'obtenir le soutien d'une large majorité devant le parlement et la population. Prudent? Pas vraiment, sinon comme toute personne qui refuse de prendre des risques inutiles. [...]

Avec de tels propos consensuels, le nouveau patron de l'Intérieur ne risque pas d'être pris en défaut. Ceux qui, comme nous, attendaient quelques lumières sur les intentions politiques, autres qu'électorales, de M. Berset devront attendre.

C. C.

Isolement ou libération?

Pour Beat Kappeler (*Le Temps* du 17 décembre), le refus du Royaume-Uni d'adhérer au nouveau traité des pays membres de l'euro ouvre des perspectives favorables à notre pays. Dans un article intitulé «Vive l'Europe à géométrie variable», l'économiste écrit notamment:

[...] *L'idée nouvelle est le triomphe possible de cette Europe multicolore, à géométrie variable, après la nouvelle attitude britannique. Ce sera un terrain intéressant pour la politique extérieure suisse. On peut aller jusqu'à s'imaginer un renouveau de l'Association de libre échange (AELE), élargie aux domaines des quatre libertés, donc de la libre circulation non seulement des biens, mais des services, des capitaux et des personnes. Ceci donnerait un marché intérieur européen comme aujourd'hui, avec quelques membres actuels de l'Union qui rejoindraient ce projet limité. [...]*

Il faut promouvoir cette Europe multicolore activement par nos instances. En tout cas, c'est moins à côté des réalités nouvelles, séculaires peut-être, que l'affirmation [...] selon laquelle la participation démocratique suisse passe par un siège à Bruxelles. Car là-bas rien ne se décide plus. C'est le duopole franco-allemand qui règne. La perversion de l'Union se fait là, et non par les Britanniques.

Un champ d'action neuf pour le nouveau chef du Département fédéral des affaires étrangères.

Ph. R.

« A mercredi prochain! » De l'importance d'une doctrine incarnée

La politique ne se limite pas à une simple tâche de gestion. Quiconque prétend vouloir présider aux destinées d'un pays doit mener son action de manière cohérente. Les hommes ne sont pas des automates. L'alchimie humaine défie les sciences exactes et pousse souvent à la perplexité. N'importe quel sociologue l'affirmera: l'étude des groupes sociaux, des différentes communautés qui habitent un pays, est chose difficile. C'est une activité faite de tâtonnements, d'empirisme et d'hypothèses à nuancer. La politique, qui doit souvent prendre des décisions difficilement révocables, n'en sera que plus délicate à mener. Le seuil de tolérance d'une communauté à l'indécision de ses autorités est très bas. La réalité est pourtant complexe. Voilà qui plaide déjà contre la centralisation, qui est distance et abstraction.

Le débat politique supporte mal le simplisme, même si les vues électorales de ses participants l'imposent trop souvent. Souvenons-nous seulement des subtils développements qu'exigeaient les débats sur l'initiative anti-minarets, sur l'internet à vie des délinquants sexuels dangereux, contre l'arme à la maison...

La conclusion qu'il convient de tirer de ces premières remarques est qu'un mouvement politique ne peut pas se passer d'une réflexion permanente sur les questions qui, presque toujours de manière inattendue, surgissent sur la scène politique. Les solutions préconisées feront le plus souvent écho à sa doctrine; son idéologie s'il est plutôt simpliste. En bonne logique, et un peu comme la question de l'œuf et de la poule, la doctrine renverra aux orientations concrètes. Entre la pratique et la théorie devrait alors s'établir une cohérence doctrinale.

Cela ne se fait pas sans effort. Etablir puis maintenir une doctrine politique demande de l'assiduité et de la

discipline au groupe qui en fait l'exercice. Des membres du mouvement, dont il ne pourra raisonnablement être exigé une adhésion absolue aux idées, il sera attendu de l'abnégation parfois, de la fidélité toujours. Certes, mener une réflexion doctrinale de fond n'est pas toujours confortable – le parti radical ne choisit-il pas naguère de préférer le confort du pouvoir à l'ascèse de la doctrine? Mais la réflexion doctrinale est fondamentale, au risque de s'endormir sur le banc de la gare, et de voir partir le train sans l'avoir entendu siffler.

Mais méfions-nous, la réflexion politique ne se contente pas seulement du niveau des principes. Entendons par là celui de la discussion de philosophie politique, celle qui cherchera à articuler la liberté, l'égalité, la volonté, la révolte, la raison ou d'autres questions philosophiques, en vue de la conduite d'une communauté politique, précisément.

La théorie doit être sanctionnée par la pratique, le couperet de la réalité. En matière de vie nocturne, la Ville de Lausanne peut vouloir défendre une politique libérale sans clause du besoin, elle devra alors assumer les problèmes de sécurité qui se poseront. Au contraire, croira-t-elle cadrer drastiquement l'activité commerciale des débits de boissons et autres clubs, qu'un pan entier de l'économie de notre capitale s'affaiblira, entraînant dans sa chute rentrées fiscales et places de travail. Le politique doit ici articuler liberté économique, ordre social ou public, intérêt de la collectivité. Contrairement aux apparences que crée parfois l'automatisme de l'idéologie, cela ne se fait pas comme on tire un lapin d'un haut-de-forme.

De la même façon, la réflexion politique se nourrit de la réflexion artistique, théologique ou encore historique. Par exemple, l'état du radicalisme vaudois ne se comprend pas

sans revenir, au moins, jusqu'à mai 68. Tout comme la structure de notre Eglise évangélique réformée du Canton de Vaud ne peut s'analyser en détail sans connaître l'œuvre étatiste d'Henri Druey. Enfin, le panorama littéraire vaudois – pierre d'achoppement d'une possible politique culturelle – ne pourra jamais être appréhendé sans que l'on s'attarde sur l'aventure des *Cahiers Vaudois* dans les années 1920.

La discussion doit donc se situer à des niveaux différents, mais chacun aura ses exigences intellectuelles propres. La métaphysique d'Aristote ou la théologie de Calvin exigent un esprit d'abstraction. L'étude d'un nouveau mécanisme constitutionnel, l'abolition de l'obligation de servir par exemple, attend de son analyste qu'il ait le sens des institutions. Le meilleur des constitutionnalistes n'aura peut-être pas le coup d'œil que nous demande l'œuvre de Felix Vallotton. L'appréhension de la politique fiscale du Canton exige des connaissances économiques qui peuvent échapper au plus fin critique d'art. Néanmoins, ces domaines finissent souvent par retrouver, même de manière infime, un écho les uns

après des autres. Nous retrouvons ici la cohérence que toute doctrine politique se doit d'avoir: verticalement de la théorie à la pratique, mais aussi horizontalement, au sein même de la théorie, ou de la pratique.

Depuis les tous premiers débuts de la Ligue vaudoise, il y a environ nonante ans, la réflexion et la discussion occupent une place centrale dans la vie de notre mouvement. Elles l'occupent toujours: entre articles dans *La Nation*, publications aux *Cahiers de la Renaissance vaudoise*, séminaires et camps de Valeys.

Les *Entretiens du mercredi* sont pour nos lecteurs le meilleur moyen de nous rencontrer. Ils sont l'occasion de soumettre notre doctrine à l'épreuve de la réalité. Nous nous efforçons d'y remettre des idées sur le grill pour ne pas qu'elles gèlent. Nous y partons à la découverte des aspects les moins connus de notre Canton. Nous y rencontrons les hommes et les femmes qui font vivre nos institutions et nos communautés. Les *Entretiens du mercredi* sont un moyen de ne pas voir partir le train. A mercredi prochain!

FÉLICIEN MONNIER

Entretiens du mercredi

Ces entretiens ont lieu le mercredi à 20h00 dans nos locaux de la Place Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne. L'entrée est libre.

Prochains rendez-vous:

- 18 janvier:** «La poignée de main de Honecker» ou La trahison de la gauche suisse, avec **Erwin Bischof**, historien
- 25 janvier:** Défendre la démocratie directe, avec **Antoine Chollet**, politologue
- 8 février:** Actualités jurassiennes, avec **Alain Charpilloz**, éditorialiste au *Jura Libre*

Le Coin du Ronchon

Du bon ordre des institutions (et des dirigeants nord-coréens)

On a l'habitude de voir des partis politiques «bien rodés» lancer des initiatives populaires avant les élections, dans l'espoir de faire parler d'eux et de séduire quelques électeurs supplémentaires. Il arrive aussi que certains candidats un peu moins malins se mettent à récolter des signatures après avoir raté leur élection. C'est apparemment le cas des quelques citoyens de l'Oberland bernois qui ont lancé fin novembre une nouvelle initiative populaire fédérale intitulée «Récompenser la participation aux élections et aux votations par une déduction fiscale». Elle a la teneur suivante: «*Les citoyens et citoyennes ayant le droit de vote qui participent à une votation ou à une élection bénéficient des déductions fiscales suivantes: a. pour les votations et les élections communales, 25 francs par objet soumis au vote et par scrutin électoral; b. pour les votations et les élections cantonales, 50 francs par objet soumis au vote et par scrutin électoral; c. pour les votations et les élections fédérales, 100 francs par objet soumis au vote et par scrutin électoral. [...]*»

Par essence, une déduction fiscale est une mesure louable: l'argent que l'Etat n'encaisse pas a au moins une chance d'être dépensé à bon escient par celui qui l'a gagné. Cela étant, les

déductions proposées n'ont assurément pas une ampleur telle qu'elles puissent mobiliser des foules d'électeurs. C'est une première objection.

La deuxième objection est que cette initiative vise à encourager les citoyens à voter; or, lorsqu'on voit ce que votent les citoyens aujourd'hui, on doute fortement qu'il faille les encourager dans cette voie, et encore moins les récompenser pour les résultats désolants qui sortent des urnes. Ne vaudrait-il pas mieux payer ceux qui s'abstiennent de mal voter? Ou subventionner directement les parlementaires fédéraux à chaque fois qu'ils votent «non» à quelque projet que ce soit?

Mais l'aspect le plus scandaleux du texte en question reste bien entendu la gradation envisagée, où l'on accorderait un prix deux fois plus élevé à une votation fédérale qu'à un scrutin cantonal! Comment justifier une telle inversion de l'échelle des valeurs?

Cette incapacité du monde moderne à respecter le *bon ordre* des choses est insupportable. Et s'il y a une chose que nous ne pardonnerons pas au regretté dirigeant nord-coréen Kim Jong-il, c'est bien d'avoir nommé son *troisième* fils Kim Jong-un.

LE RONCHON

Un nombre pas fréquentable?

1930 est-il un nombre dont l'usage serait à proscrire? On se souvient que *La Nation* avait sauté du numéro 1788bis au 1790 pour éviter d'évoquer un millésime dont nous vivons encore les funestes conséquences historiques.

Mais 1930? Cette année n'était pas plus mauvaise que la précédente et sa crise financière d'anthologie. Les relations européennes progressaient à grands pas grâce au lancement de la construction de la ligne Maginot (qui, soucieux de rapprochement oblige, fut inégalement contournée par les Allemands dix ans plus tard), les Soviétiques mettaient leurs premiers kol-

khozes en exploitation, promesse d'une pénurie alimentaire durable, un astronome américain découvrait la planète Pluton, dévalorisée par le qualificatif de «naine» septante-six ans plus tard, et les pré-écolos obtenaient une interdiction générale de stationner sur la Place fédérale. La naissance de Jean-Luc Godard annonçait de longues heures d'ennui cinématographique, mais était fort heureusement contrebalancée par celles de Clint Eastwood et Sean Connery. La première coupe du monde de foot ne laissait pas encore imaginer que ces nobles joutes sportives pourraient un jour s'accompagner de castagnes entre hooligans, de rassemblements festifs aux rites identitaires primitifs devant des écrans géants, suivis de concerts nocturnes de klaxons et de *vuvuzelas*.

Non, rien ne permet vraiment de stigmatiser l'année 1930 au point de refuser d'utiliser ce nombre. La répétition du numéro 1929 et de la date du 2 décembre à la une de la livraison de *La Nation* du 16 décembre n'est donc qu'un oubli attribuable à la fatigue de fin d'année des correcteurs. Nous adressons nos excuses à nos lecteurs ainsi qu'aux collectionneurs et archivistes de la postérité pour cette coquille.

Réd.

LA NATION

Rédacteur responsable:
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration:
Place Grand-Saint-Jean 1
Case postale 6724, 1002 Lausanne
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)
Fax 021 312 67 14

Internet: www.ligue-vaudoise.ch
Courriel: courrier@ligue-vaudoise.ch

Imprimerie Beck, Lausanne